

LEGISLATIVES: LES RESULTATS SALON DU BOURGET TOP 30 DES GLOBAL MBA LES CLÉS DE DEMAIN VIDÉOS

Politique

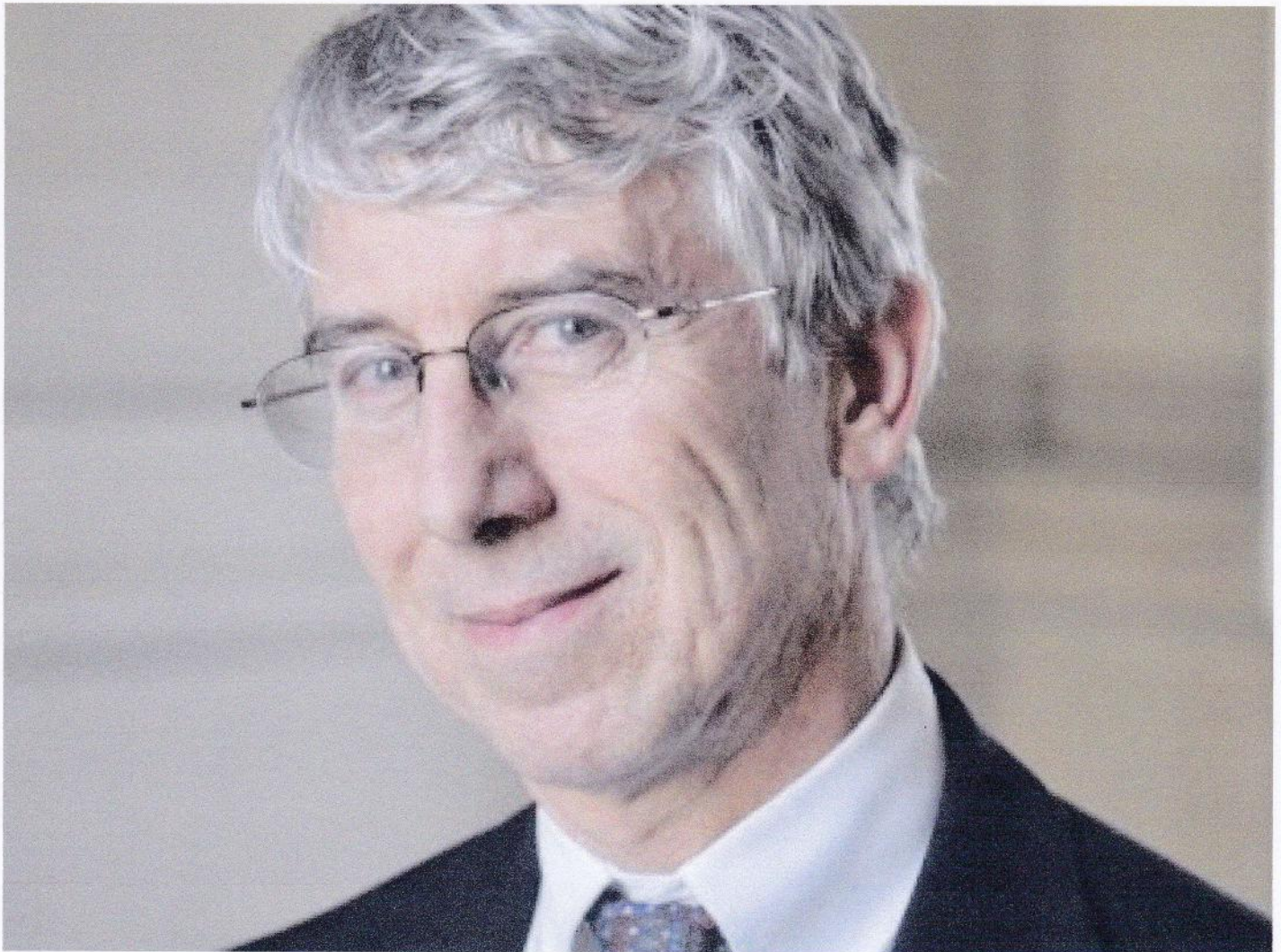
L'EXPERT

"Le gouvernement devra faire 5 milliards d'économies de plus d'ici fin 2017"

Par Laurent Fargues

Le 22.06.2017 à 17h44

Ancien magistrat de la Cour des comptes et créateur du site Fipeco.fr, François Ecalle estime que le gouvernement devra «geler» certaines dépenses pour tenir sa promesse d'un déficit public sous les 3% de la richesse nationale.



"D'après mes calculs, il manque entre 5 et 6 milliards d'euros pour tenir l'objectif d'un déficit public à 3% de la richesse nationale en 2017", affirme FRANÇOIS ECALLE.

DR

0 RÉACTIONS

DR



Laurent Fargues
Journaliste

NEWSLETTER

Challenges

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE

Abonnez-vous

À PARTIR DE
1€/MOIS >

SUR LE MÊME SUJET

- **Macron-Mantia et Thérèse-Phéboia pour le premier Conseil européen du Président**
- **La dictature romaine d'Emmanuel Macron**

Le Premier ministre Edouard Philippe s'alarme du risque d'un dérapage du déficit public mais promet en même temps qu'il n'y aura pas de budget rectificatif. Quels sont ses leviers pour éviter que les comptes basculent dans le rouge?

D'après mes calculs, il manque entre 5 et 6 milliards d'euros pour tenir l'objectif d'un déficit public à 3% de la richesse nationale en 2017. Si le gouvernement veut combler l'écart via des hausses d'impôts, il est tenu de voter un budget rectificatif. Pour l'heure, il assure que ce n'est pas son projet. Il lui reste alors la possibilité de "geler" des dépenses prévues, comme sur les équipements militaires, et à espérer que les charges d'intérêts de la dette soient plus faibles que prévu. Mais le Premier ministre a aussi commandé un audit à la Cour des comptes pour avoir l'idée la plus précise possible de l'effort budgétaire à accomplir. Si la marche est trop haute, il pourrait se résoudre à revoir le budget 2017 en cours d'année.

L'audit de la Cour des comptes, qui sera publié le 29 juin, sera-t-il très différent du traditionnel rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques publié chaque année?

Formellement, non. Le rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques de la Cour est déjà une sorte d'audit annuel du budget en cours et du réalisme des prévisions budgétaires des années suivantes. Cela étant, en début de mandat, avec une commande officielle du Premier ministre, les magistrats de la Cour sont assurés d'obtenir toutes les données qu'ils souhaitent du ministère des Finances. Et cela fait toute la différence!

Que voulez-vous dire?

La nomenclature de Bercy ne voit généralement pas d'un bon œil la montée en puissance de la Cour des comptes sur les prévisions budgétaires. A leurs yeux, les magistrats de la Cour doivent se contenter d'examiner les comptes publics, après coup, et non se hasarder à des anticipations. Dès lors, le ministère des Finances rechigne à livrer ses données aux magistrats de la Cour des comptes et à les aider dans la rédaction de leur rapport. J'en ai fait personnellement l'expérience entre 2008 et 2012 lorsque j'étais chargé de ce rapport. Je me trouvais dans la situation délicate d'expertiser la fiabilité des prévisions officielles du gouvernement sans disposer des données brutes sur lesquelles le ministère des Finances s'appuyait pour les établir!

BOURSE > LE 23/06 À 11H05
CAC 40 **-0,15%** 5274,02
RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE

NOUVEAU
FORD KUGA
TREND 1.5 ECOBOOST 120 CH
249€ /MOIS*
LOA 48 MOIS

Profiltez de l'offre
*Voir conditions
Go Further

Theresa-Phobia pour le premier Conseil européen du Président

- La dictature romalhe d'Emmanuel Macron

différence!

Que voulez-vous dire?

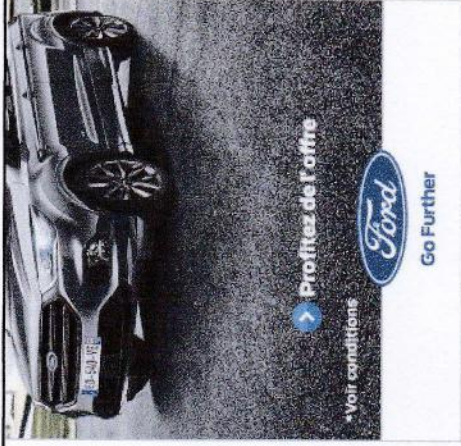
La nomenclature de Bercy ne voit généralement pas d'un bon œil la montée en puissance de la Cour des comptes sur les prévisions budgétaires. A leurs yeux, les magistrats de la Cour doivent se contenter d'examiner les comptes publics, après coup, et non se hasarder à des anticipations. Dès lors, le ministère des Finances rechigne à livrer ses données aux magistrats de la Cour des comptes et à les aider dans la rédaction de leur rapport. J'en ai fait personnellement l'expérience entre 2008 et 2012 lorsque j'étais chargé de ce rapport. Je me trouvais dans la situation délicate d'expertiser la fiabilité des prévisions officielles du gouvernement sans disposer des données brutes sur lesquelles le ministère des Finances s'appuyait pour les établir!

Le ministère des Finances sera donc cette fois plus transparent...

Il le sera d'autant plus que le Premier ministre et le ministre lui demandent et ont tout intérêt à ce que le bilan de leurs prédécesseurs soit passé au crible des magistrats de la Cour des comptes! Cela a été le cas en 2012 quand François Hollande, nouvellement élu, a commandé un audit à la Cour des comptes sur la dernière année de Nicolas Sarkozy. Les services du ministère des Finances nous ont soudainement transmis toutes leurs données. Mais la forteresse s'est vite refermée ensuite. Les informations que nous obtentions de 2013 à 2015 étaient moins complètes qu'en 2012.

Traditionnellement, quelle répercussion ont les audits de la Cour sur la politique budgétaire?

En 1997, lorsque Lionel Jospin avait déjà commandé un audit à deux magistrats de la Cour, cela avait débouché sur une augmentation de l'impôt sur les sociétés et une diminution des crédits du ministère de la Défense. En 2002, quand Jean-Pierre Raffarin avait fait appel aux deux mêmes magistrats, leur révision à la hausse de la prévision du déficit ne l'avait pas empêché de réduire l'impôt sur le revenu de 0,15 point de PIB. Résultat, avec une croissance plus faible que prévu, le déficit public avait finalement dépassé les 3% de la richesse nationale. En 2012, plusieurs hausses d'impôts avaient été votées dans la foulée à hauteur de 0,4 point du PIB.



Politique



"Personne n'a demandé à Richard Ferrand de quitter le gouvernement" assure Castaner

- Quand des proches de Montebourg appellent à "inventer la gauche nouvelle"
- Bayrou reconnaît que le MoDem a "recasé" des salariés à Bruxelles
- Le grand retour du "gouvernement des experts"
- Budget: ces 5 milliards d'euros qui vont gêner Macron

TOUS LES ARTICLES POLITIQUES >

IMMOBILIER: TROUVER DES LOCAUX

